

Niveau(x) d'enseignement: 9
Centre d'intérêt: 910

Numéro ISN : 9043

Vallée, Bernard

Sortir l'éducation populaire autonome du placard / Bernard Vallée --
Montréal : Institut canadien d'éducation des adultes, 1988.
7, [143 f. ; 28 cm.

Titre de la couv. : Sortir l'éducation populaire du placard

Vedette(s)-secondaire(s): Institut canadien d'éducation des adultes

Descripteur(s): Education populaire * Organisme volontaire d'éducation
populaire * Financement * Subvention gouvernementale * Programme
provincial * Politique gouvernementale * Education des adultes

Identificateur(s) de sujet: Education populaire autonome

Ce texte résume le rapport intitulé **##L'éducation populaire autonome au Québec : situation actuelle et développement##** rédigé par les représentants des principaux mouvements de promotion de l'éducation populaire autonome et remis au ministre de l'Éducation en décembre 1987. Le rapport constate l'écart grandissant entre les besoins des adultes des milieux populaires en ressources éducatives et les faibles investissements consentis par l'État pour soutenir le vaste réseau d'éducation populaire constitué par les mouvements et organismes communautaires. Il formule une série de dix-huit recommandations, reproduites en annexe, dont les quatre axes principaux devraient définir une nouvelle politique de soutien à l'éducation populaire autonome: 1. une reconnaissance officielle et un soutien financier adéquat et stable de l'État à l'éducation populaire autonome; 2. des balises claires permettant l'élaboration de critères d'accréditation et de financement des groupes et de leurs activités; 3. des mécanismes de participation et de consultation des organismes; 4. des processus d'allocation budgétaire adaptés à la réalité des groupes.

Type de document:

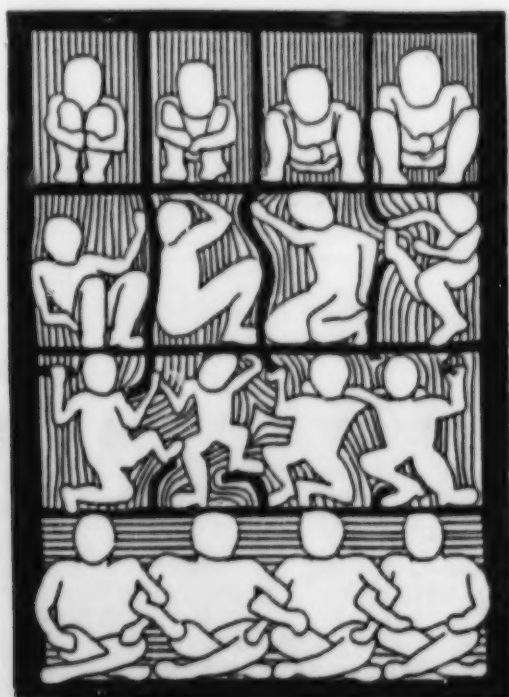


INSTITUT CANADIEN
D'ÉDUCATION
DES ADULTES

506 est, Ste-Catherine
suite 800, Montréal
Québec, H42-2T66
H2L 2C7

15N: 9043

sortir l'éducation populaire du placard!



MARS 1988

**SORTIR L'ÉDUCATION POPULAIRE
AUTONOME DU PLACARD!**

**Bernard Vallée
Mars 1988**

SORTIR L'ÉDUCATION POPULAIRE DU PLACARD!

"L'éducation populaire autonome au Québec: situation actuelle et développement".

En décembre dernier, les représentants des principaux mouvements de promotion de l'éducation populaire autonome, dont l'ICEA, remettaient un rapport au ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan. A leur demande, celui-ci avait en effet formé, il y a un an, un comité national de révision du programme d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP), afin d'en redéfinir l'orientation.

Ce rapport, intitulé "L'Éducation populaire autonome au Québec: situation actuelle et développement", constate l'écart grandissant entre les besoins des adultes des milieux populaires en ressources éducatives nécessaires à leur promotion collective et les faibles investissements consentis par l'État pour soutenir le vaste réseau d'éducation populaire constitué par les mouvements et organismes communautaires au Québec (8 millions\$ pour 676 organismes rejoignant plus de 326,000 adultes en 1986).

Il formule une série de recommandations visant à sortir l'éducation populaire de sa précarité et de sa marginalité, par une reconnaissance officielle du rôle majeur joué par le secteur communautaire dans la formation des adultes, par l'assurance de ressources suffisantes pour mener à bien leurs activités éducatives et par une participation plus étroite des organismes à l'élaboration et à l'application des politiques qui les concernent.

Déjà, il y a quatre ans, des fonctionnaires du ministère de l'Éducation dressaient ce sévère constat:

"Il n'y a jamais eu de reconnaissance officielle de l'éducation populaire, de son importance et de son utilité sociale, de sorte qu'elle a constamment eu à se justifier et se rejustifier avant d'envisager quelque développement que ce soit, voire même son maintien.

L'éducation populaire en est toujours aux préliminaires, à la crise d'identité et doit toujours présenter ses papiers.

En définitive, l'éducation populaire souffre de ne pas être rattachée à un projet de société, ce qui lui conférerait une légitimité politique et en ferait l'égal des autres types de formation qui, étant bien assis à la table de la présente

SORTIR L'ÉDUCATION POPULAIRE DU PLACARD!

"L'éducation populaire autonome au Québec: situation actuelle et développement".

En décembre dernier, les représentants des principaux mouvements de promotion de l'éducation populaire autonome, dont l'ICEA, remettaient un rapport au ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan. A leur demande, celui-ci avait en effet formé, il y a un an, un comité national de révision du programme d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP), afin d'en redéfinir l'orientation.

Ce rapport, intitulé "L'Éducation populaire autonome au Québec: situation actuelle et développement", constate l'écart grandissant entre les besoins des adultes des milieux populaires en ressources éducatives nécessaires à leur promotion collective et les faibles investissements consentis par l'État pour soutenir le vaste réseau d'éducation populaire constitué par les mouvements et organismes communautaires au Québec (8 millions\$ pour 676 organismes rejoignant plus de 326,000 adultes en 1986).

Il formule une série de recommandations visant à sortir l'éducation populaire de sa précarité et de sa marginalité, par une reconnaissance officielle du rôle majeur joué par le secteur communautaire dans la formation des adultes, par l'assurance de ressources suffisantes pour mener à bien leurs activités éducatives et par une participation plus étroite des organismes à l'élaboration et à l'application des politiques qui les concernent.

Déjà, il y a quatre ans, des fonctionnaires du ministère de l'Éducation dressaient ce sévère constat:

"Il n'y a jamais eu de reconnaissance officielle de l'éducation populaire, de son importance et de son utilité sociale, de sorte qu'elle a constamment eu à se justifier et se rejuster avant d'envisager quelque développement que ce soit, voire même son maintien.

L'éducation populaire en est toujours aux préalables, à la crise d'identité et doit toujours présenter ses papiers.

En définitive, l'éducation populaire souffre de ne pas être rattachée à un projet de société, ce qui lui conférerait une légitimité politique et en ferait l'égale des autres types de formation qui, étant bien assis à la table de la présente

société⁽¹⁾ n'ont pas l'obligation de se justifier à tout propos⁽²⁾

"L'Autre éducation"

Ancrées solidement dans une tradition qui remonte bien avant l'établissement par l'Etat de services d'éducation des adultes dans le réseau scolaire à la fin des années soixantes, les démarches d'éducation populaire qui se mènent au sein du réseau autonome des organismes populaires demeurent pourtant encore pénalisées par leur différence par rapport aux autres réseaux institutionnels de l'éducation dont les activités de formation générale et professionnelle sont jugées plus rentables économiquement.

Elles sont différentes par leur finalité: non seulement contribuer à l'épanouissement des personnes mais aussi transformer la société dans laquelle elles vivent, ce qui ne va pas de soi pour ceux qui considèrent plus l'éducation comme une "courroie de transmission" des valeurs du système social en place; différentes aussi par leur parti-pris pour la promotion collective des exclus et des plus démunis, à l'heure de la valorisation des "élites" économiques et de leurs "success stories"; différentes par la diversité et l'originalité de leurs pratiques qui déconcertent ceux que sécurisent les normes bureaucratiques; différentes parce qu'on ne participe pas nécessairement aux activités d'un groupe populaire pour apprendre, mais pour comprendre et agir et qu'en plus, on apprend et on apprend plus; différentes parce que les activités ne sont pas créditées et donc souvent discréditées car les acquis que l'éducation populaire génère sont difficilement monnayables sur le "marché" de la formation et de l'emploi; différentes par leurs résultats qui sont difficilement évaluables par les instruments traditionnels de mesure du savoir, mais qui se jugent à long terme par la qualité de l'engagement des personnes dans leur milieu, le bien-être des communautés et l'état de santé de la démocratie.

L'Education populaire autonome est différente et cela devrait être une des bases de sa reconnaissance et non celle de sa marginalisation. Elle est l'expression du désir des adultes d'accéder aux ressources de formation et de promotion collective de leur choix et

1. "L'éducation populaire - chantier 1-3 - Direction générale de l'Education des Adultes, Ministère de l'Education du Québec. 1983

société, n'ont pas l'obligation de se justifier à tout propos¹.

"L'Autre éducation"

Ancrées solidement dans une tradition qui remonte bien avant l'établissement par l'Etat de services d'éducation des adultes dans le réseau scolaire à la fin des années soixantes, les démarches d'éducation populaire qui se mènent au sein du réseau autonome des organismes populaires demeurent pourtant encore pénalisées par leur différence par rapport aux autres réseaux institutionnels de l'éducation dont les activités de formation générale et professionnelle sont jugées plus rentables économiquement.

Elles sont différentes par leur finalité: non seulement contribuer à l'épanouissement des personnes mais aussi transformer la société dans laquelle elles vivent, ce qui ne va pas de soi pour ceux qui considèrent plus l'éducation comme une "courroie de transmission" des valeurs du système social en place; différentes aussi par leur parti-pris pour la promotion collective des exclus et des plus démunis, à l'heure de la valorisation des "élites" économiques et de leurs "success stories"; différentes par la diversité et l'originalité de leurs pratiques qui déconcertent ceux que sécurisent les normes bureaucratiques; différentes parce qu'on ne participe pas nécessairement aux activités d'un groupe populaire pour apprendre, mais pour comprendre et agir et qu'en plus, on apprend et on apprend plus; différentes parce que les activités ne sont pas créditées et donc souvent discréditées car les acquis que l'éducation populaire génère sont difficilement monnayables sur le "marché" de la formation et de l'emploi; différentes par leurs résultats qui sont difficilement évaluable par les instruments traditionnels de mesure du savoir, mais qui se jugent à long terme par la qualité de l'engagement des personnes dans leur milieu, le bien-être des communautés et l'état de santé de la démocratie.

L'Education populaire autonome est différente et cela devrait être une des bases de sa reconnaissance et non celle de sa marginalisation. Elle est l'expression du désir des adultes d'accéder aux ressources de formation et de promotion collective de leur choix et

-
1. "L'éducation populaire - chantier 1-3 - Direction générale de l'Education des Adultes, Ministère de l'Education du Québec. 1983

de leur volonté d'en contrôler les contenus et la forme, selon leur besoins.

Plus de 6 ans après le dépôt du rapport de la Commission d'étude sur la formation des adultes (Commission Jean) et 4 ans après l'énoncé de politique du gouvernement en la matière, force est de constater qu'entre les nobles intentions et la réalité, un large fossé reste à combler en ce qui concerne la place de l'éducation populaire autonome dans une stratégie globale d'éducation permanente au Québec.

Un réseau dynamique

Les associations populaires constituent depuis longtemps un réseau unique de solidarité sociale, un laboratoire permanent d'innovations dans les domaines des services sociaux, de l'économie locale, de l'éducation et de la culture, en plus d'être la voix des moins nantis. Avant que l'Etat mette sur pied des ressources institutionnelles pour la formation des adultes, les mouvements populaires étaient mêmes les seuls à offrir aux adultes l'occasion de réaliser des apprentissages nécessaires à leur participation à la vie collective et à leur adaptation aux transformations sociales et économiques.

Aujourd'hui encore, près d'un quart des adultes* qui suivent des activités de formation le font au sein d'organismes populaires; l'accessibilité de ces ressources, qui situent leurs interventions au coeur même des milieux de vie et des préoccupations quotidiennes des citoyen-ne-s, l'absence de lourdeur bureaucratique, des programmes de formation sur mesure, sont particulièrement adaptés à tous ceux qui sont encore largement exclus des autres lieux de formation parce qu'ils sont les moins scolarisés, les plus démunis sur le plan économique ou qu'ils subissent la discrimination.

Les femmes, les personnes âgées, les sans-emploi, les travailleurs et travailleuses à emplois précaires, les immigrants, les personnes handicapées, les analphabètes sont parmi les couches de la population, celles qui ont trouvé dans les groupes d'éducation populaires les ressources nécessaires pour sortir de leur isolement, pour prendre en main leur propre développement et intervenir directement sur leurs conditions de vie et de travail.

* Commission d'étude sur la formation des adultes 1983

Car l'éducation populaire est une démarche dynamique qui lie étroitement la formation et l'action dans le milieu; elle constitue sans doute la formule la plus poussée de "formation sur mesure": les apprentissages effectués sont en effet intimement liés aux besoins de savoir, de comprendre et finalement d'agir sur une situation donnée.

Plus confiantes de leur potentiel et plus conscientes de leurs droits, les personnes peuvent analyser leur situation et développer un esprit critique permettant de concevoir, de proposer et de mettre en place des solutions à leurs problèmes. Cette prise de conscience individuelle se situe dans une démarche collective qui s'exprime par la participation active dans les organismes populaires où s'effectue l'apprentissage d'une démocratie vivante et par des projets et des réalisations qui ont souvent marqué la vie sociale au Québec.

Une reconnaissance qui tarde à venir

Pourtant, même si on constate que l'action des mouvements populaires est à l'origine de la plupart des changements sociaux, et qu'elle est un facteur essentiel de la vie démocratique, les groupes d'éducation populaire ne bénéficient toujours pas d'une reconnaissance concrète au même titre que les autres agents d'intervention sociale et éducative.

Malgré quelques pieuses déclarations, l'Etat est encore loin de reconnaître pleinement qu'un cheminement éducatif ne se limite pas au système scolaire, mais que l'engagement social, dans le village, dans le quartier, dans le milieu de travail, à travers les associations populaires, est aussi une source importante d'apprentissages fondamentaux.

Le programme que le ministère de l'Éducation consacre au secteur volontaire depuis près de 15 ans est un pas dans ce sens: il est le fruit d'une mobilisation constante des milieux populaires pour le droit à une éducation qui corresponde à leurs besoins et à leurs aspirations; mais il est trop étroit pour correspondre à la diversité des groupes et des pratiques d'éducation populaire et son sous-financement en bloque le développement.

Vers une nouvelle politique de soutien

Le comité national de révision du programme d'aide aux OVEP a donc formulé des recommandations dont les 4 axes principaux devraient définir une nouvelle politique de soutien à l'éducation populaire autonome:

- une reconnaissance officielle et un soutien financier adéquat et stable de l'Etat à l'éducation populaire autonome;
- des balises claires permettant l'élaboration de critères d'accréditation et de financement des groupes et de leurs activités;
- des mécanismes de participation et de consultation des organismes sur les questions qui les concernent;
- des processus d'allocation budgétaire adaptés à la réalité des groupes.

Un statut permanent et financement adéquat

Le seul programme gouvernemental d'aide aux OVEP est un programme discrétionnaire qui peut être remis en question en tout temps. L'éducation populaire autonome doit avoir un statut permanent qui reconnaisse son importance et sa légitimité dans le réseau d'éducation des adultes.

Il faut aussi lui consentir des investissements à la mesure des besoins et des acquis qu'elle génère. Ainsi le comité recommande que le MEQ lui alloue un pourcentage défini de son budget, établi à partir des besoins, qui devrait atteindre d'ici 3 ans, 1.5% de son budget total.

Reconnaître la spécificité de l'éducation populaire

Plus elles s'éloignent du modèle scolaire moins les pratiques des groupes d'éducation populaire sont reconnues par le MEQ. De plus les groupes sont de plus en plus assujettis aux priorités gouvernementales, alors que celles-ci devraient être dictées par les besoins du milieu.

Le comité a donc adopté une définition de l'éducation populaire autonome qui reflète la démarche éducative, les objectifs, les moyens d'apprentissage et l'autonomie, propres aux groupes. Cela constitue les balises qui vont permettre de cerner la spécificité de l'éducation populaire autonome et d'établir les critères d'accréditation des organismes ainsi que les critères d'évaluation des demandes d'aides financières.

Favoriser la concertation et la consultation

Le comité souligne l'importante contribution des structures régionales et nationales que se sont données les groupes pour la promotion de l'éducation populaire, la concertation des intervenants et la défense des intérêts des adultes. Contrairement à d'autres ministères, le MEQ ne leur accorde aucun soutien pour cette mission.

C'est pourquoi plusieurs recommandations visent leur reconnaissance, d'abord en leur accordant des budgets de fonctionnement, ensuite en leur faisant une place importante dans les comités qui seraient créés pour examiner les demandes de révision des décisions d'accréditation ou d'allocation financière.

De plus, le comité réclame des mécanismes permanents de consultation impliquant les structures de représentation, pour tout ce qui concerne l'éducation populaire autonome.

Il demande également au MEQ d'encourager la collaboration entre les groupes d'éducation populaire autonome et les institutions d'enseignement, qu'il s'agisse d'accès aux ressources humaines, aux locaux ou aux équipements et qu'il incite ces institutions à développer des services aux collectivités.

Un processus équitable d'allocation budgétaire

En reconnaissant la contribution de l'éducation populaire autonome, le MEQ se doit d'assurer un soutien financier permettant la réalisation d'un ensemble d'activités éducatives, incluant celles qui sont liées à la vie associative des organismes. De plus, le MEQ devrait contribuer financièrement à la mise en place et au maintien

d'une infrastructure de base nécessaire à la mission éducative des groupes d'éducation populaire autonome, tout comme il assume les coûts d'encadrement et les frais de gestion du réseau scolaire. L'évaluation et la pertinence des démarches éducatives devraient se fonder sur la cohérence entre les objectifs visés par les démarches éducatives et les activités réalisées, non pas sur un menu détaillé à l'avance. Le programme de financement ne devrait déterminer aucune priorité qui ne soit définie par l'organisme lui-même en fonction des besoins de son milieu. Le principe de récurrence avec indexation devrait s'appliquer dès qu'un organisme a satisfait aux exigences. L'analyse des demandes de financement devrait se faire selon un processus simple qui élimine toute forme d'arbitraire et qui comporte un mécanisme de révision, clairement établi.

On attend la réponse du ministre...

Le 12 février dernier, le ministre Claude Ryan rencontrait le Comité national, après avoir pris connaissance de son rapport.

Tout en manifestant sa satisfaction pour le travail accompli, le ministre n'a pas donné de réponses précises aux recommandations qui lui ont été soumises. Ouvert aux orientations générales du rapport, il s'est engagé à en étudier toutes les recommandations et à communiquer ses décisions dans les mois qui viennent.

L'avenir dira si le gouvernement est prêt à reconnaître l'éducation populaire autonome comme une authentique et essentielle ressource éducative pour les adultes du Québec.

l'éducation populaire autonome au Québec

SITUATION ACTUELLE ET DÉVELOPPEMENT



RAPPORT DU COMITÉ NATIONAL DE RÉVISION DU PROGRAMME D'AIDE
AUX ORGANISMES VOLONTAIRES D'ÉDUCATION POPULAIRE,
PRÉSENTÉ AU MINISTRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC.

DÉCEMBRE 1987

LISTE DES RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATION 1

Nous recommandons que, dans le cadre de sa politique de soutien, le ministère de l'Éducation retienne comme définition de l'éducation populaire autonome les énoncés relatifs à la démarche éducative, aux objectifs, aux moyens d'apprentissage et aux groupes autonomes:

LA DEFINITION DE L'EDUCATION POPULAIRE AUTONOME

L'éducation populaire autonome se définit par: une démarche éducative, des objectifs, des moyens d'apprentissage et des groupes autonomes.

a) Une démarche éducative

L'éducation populaire autonome est une démarche éducative réalisée par des personnes ayant des besoins communs ou vivant des situations problématiques, qui font collectivement des activités d'apprentissage par la mise en commun de leurs connaissances et l'acquisition de nouvelles, la réflexion critique et l'action. L'éducation populaire autonome les amène à une prise de conscience individuelle et collective de leurs conditions de vie et de travail, leur donne des moyens d'avoir plus de contrôle sur leur quotidien et d'influencer les choix collectifs. Elle leur permet d'être plus en mesure de se réaliser personnellement et d'améliorer ou transformer les conditions sociales, économiques, culturelles et politiques dans lesquelles elles ont à vivre. (17)

b) Des objectifs

éducative et de son développement, l'éducation populaire autonome vise à :

- développer toutes les possibilités d'apprentissage des adultes en dehors des réseaux institutionnels, dans une perspective d'éducation permanente;
- développer une approche éducative favorisant l'autonomie des individus et l'autodétermination collective;
- favoriser une prise de conscience et une connaissance critique des réalités sociales;
- développer des capacités d'analyse critique, de choix d'action et d'évaluation;
- encourager, chez les participants et les participantes, une prise en charge collective de leurs milieux;
- être partie intégrante d'une démarche collective d'amélioration et de transformation du milieu;
- favoriser la participation active à la vie démocratique;
- rejoindre principalement les personnes et les milieux qui sont généralement privés des moyens de contrôle de leurs conditions de vie et de travail.

c) Des moyens d'apprentissage

Les démarches éducatives se développent essentiellement au sein des activités diverses que les personnes entreprennent collectivement pour résoudre leurs problèmes et réaliser leurs aspirations, à partir des réalités de leur vie personnelle, familiale, professionnelle, sociale, économique, politique, culturelle.

En ce sens, tous les lieux, les occasions et les moyens d'apprentissage sont possibles: à titre d'exemples, citons les sessions de formation, les ateliers, les comités de travail, les conférences et les colloques;

l'organisation de campagne de sensibilisation, d'enquêtes et d'actions collectives; l'élaboration d'outils culturels et d'information; les voyages d'étude; la participation à la gestion et aux structures décisionnelles d'un organisme.

d) Des groupes autonomes

Les groupes d'éducation populaire autonome sont des organismes sans but lucratif, contrôlés par leurs membres ou utilisatrices et utilisateurs associés sur une base volontaire; ils sont indépendants des organisations politiques, des institutions publiques ou des entreprises privées. (10)

Les groupes d'éducation populaire autonome s'adressent directement aux populations ou sont des organismes de soutien ou de représentation. Ils peuvent oeuvrer dans tous les champs d'intervention, sur une base locale, régionale ou nationale. Ils peuvent de plus constituer des regroupements régionaux ou nationaux, sur une base sectorielle ou multisectorielle.

Les groupes d'éducation populaire autonome et leurs divers regroupements constituent un authentique réseau éducatif, au même titre que le réseau institutionnel.

RECOMMANDATION 2

Nous recommandons que le ministère de l'Éducation reconnaisse formellement que la spécificité de la dynamique d'apprentissage en éducation populaire autonome réside dans la formation par l'action et dans le caractère collectif des démarches éducatives.

RECOMMANDATION 3

Nous recommandons que le ministère de l'Education reconnaisse l'autonomie des groupes d'éducation populaire comme une condition essentielle pour garantir la pertinence et la qualité des démarches éducatives, autonomie qui se traduit par la liberté de choisir les situations à prendre en charge, les moyens éducatifs à utiliser et les actions à entreprendre.

RECOMMANDATION 4

Nous recommandons que le ministère de l'Education tienne compte de la diversité des groupes d'éducation populaire autonome dans l'établissement des critères d'accréditation et d'admissibilité des projets ainsi que dans l'évaluation des demandes de financement.

RECOMMANDATION 5

Nous recommandons que le ministère de l'Education reconnaisse comme de véritables démarches éducatives les activités qui assurent la participation active à la vie associative, au même titre que les activités liées aux problématiques sociales.

RECOMMANDATION 6

Nous recommandons que l'Etat reconnaisse la légitimité de l'éducation populaire autonome et qu'en conséquence le ministère de l'Education lui assure un statut permanent et un soutien adéquat.

RECOMMANDATION 7

Nous recommandons la levée complète du moratoire sur l'accréditation et le financement des organismes d'éducation populaire autonome dès 1988-1989.

RECOMMANDATION 8

Nous recommandons que le ministère de l'Education:

- a) alloue annuellement à l'éducation populaire autonome un pourcentage défini de son budget;
- b) que le montant de cette allocation financière soit établi à partir des besoins du réseau et des organismes qui le composent;
- c) que le budget de l'éducation populaire autonome atteigne, d'ici 1990-1991, 1,5% du budget total du ministère de l'Education.

RECOMMANDATION 9

Nous recommandons que les critères d'accréditation soient définis à partir des éléments de la définition de l'éducation populaire autonome, en consultation avec les organismes représentatifs de ce secteur.

RECOMMANDATION 10

Nous recommandons que les organismes actuellement accrédités n'aient pas à soumettre à nouveau une demande d'accréditation.

RECOMMANDATION 11

Nous recommandons qu'à l'avenir, tout organisme, à l'exclusion des composantes ou sections locales ou régionales d'un mouvement, soit accrédité pour être reconnu organisme d'éducation populaire autonome et avoir ainsi accès au soutien financier du ministère de l'Education.

Nous recommandons également, comme mesure transitoire entre la situation qui prévaut actuellement pour certains organismes et celle qui est proposée, que les groupes de ce type, incorporés mais non accrédités

présentée par une fédération, un regroupement régional ou national bénéficient automatiquement d'une accréditation.

RECOMMANDATION 12

Nous recommandons que le ministère de l'Éducation mette en place un comité de révision chargé d'étudier les cas de contestation d'un refus ou d'une remise en question d'une accréditation. Le Comité de révision, à l'exception d'une personne nommée par le Ministre, est composé de personnes désignées par les structures de représentation des groupes d'éducation populaire autonome.

RECOMMANDATION 13

Nous recommandons que le ministère de l'Éducation reconnaisse l'importance des structures de représentation vouées à la promotion de l'éducation populaire autonome et leur accorde les budgets de fonctionnement qui leur sont nécessaires pour accomplir les tâches de concertation, d'information, de représentation, de sensibilisation et de recherche, indispensables au développement du réseau d'éducation populaire autonome. Ces budgets devront provenir d'une autre source que l'enveloppe budgétaire de soutien à l'éducation populaire autonome. En l'absence d'une enveloppe particulière s'ajoutant au budget des démarches éducatives, nous recommandons qu'aux fins de financement de coûts d'infrastructure et d'activités spécifiques aux structures de représentation, ces dernières ajoutent à leur demande financière pour la réalisation d'un projet éducatif un montant correspondant à 30% du budget sollicité.

RECOMMANDATION 14

Nous recommandons:

- a) que le financement des groupes populaires d'alphabétisation relève d'un programme de financement distinct qui tienne compte de la spécificité de ces groupes et de ce secteur d'intervention;
- b) que ce programme soit élaboré en concertation avec les groupes populaires d'alphabétisation;
- c) qu'un budget spécial soit alloué par le Ministère pour le développement de l'alphabétisation par les groupes autonomes;
- d) que jusqu'à l'obtention d'un programme distinct, les groupes de base en alphabétisation, s'inscrivent dans le programme régulier et aient droit à un montant correspondant à 40% de leur demande de financement de démarches éducatives, aux fins de financement de coûts d'infrastructure.

RECOMMANDATION 15

Nous recommandons:

- a) que le Ministre de l'Éducation mette en place un mécanisme permanent de consultation des groupes d'éducation populaire autonome;
- b) que ce comité consultatif de l'éducation populaire autonome, composé de délégués des structures de représentation des groupes d'éducation populaire autonome, soit consulté sur

tout élément qui fonde les orientations du ministère de l'Éducation en matière d'éducation populaire autonome: orientations de la politique de soutien, modifications au programme, règles de financement, gestion du programme, critères d'accréditation;

- c) que ce comité puisse émettre des avis au ministère de l'Éducation et aux autres instances gouvernementales sur les diverses problématiques de l'éducation populaire autonome;
- d) que ce comité puisse rendre publics ses avis.

RECOMMANDATION 16

Nous recommandons que le ministère de l'Éducation:

- a) encourage diverses formes de collaboration entre les organismes d'éducation populaire autonome et les institutions d'enseignement;
- b) incite les institutions d'enseignement à développer, en collaboration avec les groupes d'éducation populaire autonome, des services aux collectivités.

RECOMMANDATION 17

Nous recommandons que le programme actuel d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire soit revu en tenant compte des principes et du processus de financement proposés pour le soutien financier à l'éducation populaire autonome:

LES PRINCIPES ET LES EXIGENCES

L'attribution de ressources financières par le ministère de l'Éducation pour le soutien et le développement de l'éducation populaire autonome doit reposer sur les principes suivants:

- 1 - Le MED est responsable de l'octroi de fonds publics; les organismes doivent donc rendre des comptes de l'utilisation de ces fonds et assurer qu'ils ont bien été dépensés aux fins prévues. Toutefois, les mécanismes de vérification doivent tenir compte de la nature particulière des groupes autonomes en évitant la lourdeur bureaucratique et l'ingérence dans leur fonctionnement.
- 2 - Les organismes sont responsables des activités qu'ils entreprennent: l'évaluation de la pertinence de leurs démarches éducatives doit se faire à partir d'objectifs à atteindre et non d'une liste d'activités et de moyens précis que l'on doit prévoir longtemps à l'avance et qui ne s'avèrent pas nécessairement adaptés aux besoins et à la conjoncture lors de leur réalisation. C'est à l'occasion du processus d'évaluation et de vérification que l'organisme doit démontrer la cohérence entre les objectifs annoncés pour les démarches éducatives et les activités réalisées.

Si cette démonstration n'est pas faite, l'organisme s'expose à une évaluation plus sévère de ses projets lors de sa prochaine demande d'aide financière.

- 3 - Le droit au financement pour tous les types d'organismes et les différents champs d'apprentissage et d'intervention. Ceci implique qu'il revient au seul organisme de définir ses priorités, en fonction des besoins de son milieu, et que le programme de financement de l'éducation populaire autonome ne doit comporter aucune priorité officielle ou officieuse.

- 4 - Le principe de récurrence doit aussi être retenu: il signifie que les organismes, pour une demande équivalente, reçoivent minimalement le même montant, indexé, qui leur a été alloué au moment de la période de financement précédente, s'ils ont satisfait aux exigences.
- 5 - La mise sur pied d'un processus d'analyse des demandes financières qui évite l'arbitraire.
- 6 - La reconnaissance d'une participation au financement de l'infrastructure nécessaire à la mission éducative des groupes d'éducation populaire autonome.

Certaines exigences découlent de ces principes. Un programme de soutien financier adéquat suppose:

- la définition des items admissibles au financement;
- la justification des demandes de financement par l'énoncé d'objectifs spécifiques à atteindre;
- l'assurance d'un mécanisme de révision, clairement établi et connu de tous les groupes;
- la définition d'un processus simple d'analyse des demandes de financement.

LE PROCESSUS

Dans le nouveau contexte d'un programme ministériel de soutien financier qui tient compte des orientations de l'éducation populaire autonome, qui définit clairement les objectifs dans lesquels l'action des organismes accrédités doit s'inscrire, qui reconnaît le contexte particulier dans lequel se réalisent les activités éducatives du réseau autonome, il est recommandé que les demandes et l'octroi de financement empruntent le processus qui suit.

Les organismes soumettent une demande de financement d'une démarche éducative à deux volets:

- A. objectifs éducatifs spécifiques visés par le projet (aperçu des activités envisagées, personnes impliquées, durée) et évaluation des coûts;
- B. objectifs éducatifs visés par la participation à la vie associative de l'organisme (les activités, personnes impliquées, durée) et calcul des coûts.

Les organismes ajoutent au coût total des deux volets de la démarche éducative un montant relié au financement des coûts de leur infrastructure, par exemple: locaux, accueil, personnel, secrétariat, équipement,... Ce montant est proportionnel aux coûts du projet et est établi selon les pourcentages suivants:

- groupes de base: 20%
- regroupements régionaux: 30%
- regroupements nationaux: 50%

Les montants octroyés au financement de l'infrastructure peuvent servir aux fins de réalisation d'activités éducatives mais non l'inverse.

!! Le ministère de l'Éducation juge de l'admissibilité des objectifs spécifiques visés dans chacun des volets, en fonction des critères suivants:

- 1- favoriser des apprentissages correspondant aux besoins de la population visée et lui permettre d'améliorer ses conditions de vie ou de travail;
- 2- s'adresser principalement aux personnes et aux milieux qui sont généralement privés des moyens de contrôle de leurs conditions de vie et de travail.

3- privilégier un volet spécifique de formation visant à permettre aux personnes engagées dans un organisme de mieux contribuer au développement de leur organisme ou de leur milieu;

4- privilégier des actions de prise en charge individuelle et collective ou la réalisation d'apprentissages liés à des actions de prise en charge collective;

5- permettre aux populations visées de participer aux décisions et à l'action de l'organisme et d'une façon générale, à la vie associative.

III A partir des budgets dont il dispose, le Ministère détermine le montant de la subvention accordée et en avise l'organisme.

IV Le Ministère accepte les demandes de financement adressées par les groupes de base, les regroupements régionaux ou nationaux et les fédérations et ce, qu'elles soient faites d'une façon individuelle ou collective, sous forme de demande unique de groupe accrédités.

V Un comité de révision de l'évaluation des projets et du financement accordé a pour fonction d'étudier les plaintes des organismes afin d'assurer le traitement équitable des demandes de financement. Le comité chargé de la révision, à l'exception d'une personne nommée par le Ministre, est composé de personnes désignées par les structures de représentation des groupes d'éducation populaire autonome.

RECOMMANDATION 18

Nous recommandons que le Ministère prévoit la mise en place d'un comité de révision des demandes de financement afin d'étudier les plaintes des organismes quant à l'évaluation du projet qu'ils ont soumis. Ce comité, connu de tous les groupes, est composé, à l'exception d'une personne nommée par le Ministre, de personnes désignées par les structures de représentation des organismes d'éducation populaire autonome.